



COUR D'APPEL DE PARIS

**DOSSIER DE CANDIDATURE D'UNE
PERSONNE PHYSIQUE
À L'INSCRIPTION SUR LA LISTE DES MEDIATEURS
DE LA COUR D'APPEL DE PARIS pour l'année 2024**

Constitution du dossier

Vous trouverez ci-après la trame du dossier de candidature qui doit être scrupuleusement respectée.

La dernière page comporte une déclaration sur l'honneur qui devra être obligatoirement signée.

Le présent document doit être :

- complété de façon dactylographiée (et non de façon manuscrite)
- imprimé,
- signé.

Pièces à produire

Les seules pièces à joindre à votre dossier sont les suivantes (leur production est obligatoire) :

- copie de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour,
- curriculum vitae,
- copie du diplôme de médiateur, ou de l'attestation de formation,
- justificatifs des formations continues suivies au cours des trois dernières années,
- justificatifs des ateliers d'échanges ou d'analyse de pratique et supervision au cours des trois dernières années.

En cas de transmission électronique, ces pièces seront intitulées impérativement de la façon suivante :

- identité
- CV
- formation initiale
- formations continues
- ateliers

Pièces supplémentaires à produire pour la rubrique « services en ligne »

- la politique de protection des données à caractère personnel et la preuve de ce qu'elle est accessible en ligne aux utilisateurs
- la politique de confidentialité appliquée par le service en ligne et le formulaire type d'accord des parties autorisant la divulgation des informations recueillies
- la présentation des modalités de réalisation de la médiation en ligne telle qu'est accessible en ligne aux utilisateurs
- la justification que des médiateurs personnes physiques exercent au sein du service
- la politique d'utilisation du ou des traitements algorithmiques ou automatisés de données à caractère personnel
- la preuve du recueil du consentement éclairé de l'utilisateur avant l'utilisation d'un traitement algorithmique ou automatisé de données à caractère personnel

- les coordonnées du responsable de traitement et la preuve de son accessibilité en ligne

Transmission du dossier

Le présent document doit être acheminé **avant le 1^{er} juin 2023 (31 mai 2023 à 00h00 dernier délai)** par le moyen suivant :

- après l'avoir scanné, par voie électronique à l'adresse suivante :
mediation.ca-paris@justice.fr

OU si la communication électronique s'avère impossible

- par lettre recommandée avec accusé de réception, à l'adresse suivante :
COUR D'APPEL DE PARIS
Parquet Général – Service des experts judiciaires et des médiateurs
34, quai des Orfèvres - 75055 PARIS CEDEX 01

LE CAS ECHEANT, DOSSIER PRESENTÉ PAR

(nom de l'association ou du centre de médiation qui présente la candidature)

I – INSCRIPTION SOLLICITÉE

(cocher le ou les domaines de médiation pour lesquels vous sollicitez votre inscription)

civil social (droit du travail et de la sécurité sociale) commercial

Je sollicite l'inscription de la personne morale dans les rubriques suivantes :

Médiateurs familiaux Services en lignes de médiation

II – INSCRIPTION SUR LA LISTE D'AUTRES COURS D'APPEL

déjà inscrit sur la liste des cours d'appel suivantes :

-

Prestation(s) de serment le(s)

dépôt d'un dossier, actuellement à l'étude à la(les) cour(s) d'appel de : -

le cas échéant, demande(s) d'inscription rejetée(s)

- cour(s) d'appel concernée(s) :

- date(s) :

III - RENSEIGNEMENTS PERSONNELS

Nom :

(pour les personnes, de naissance suivi du nom d'usage)

Prénoms :

Date de naissance :

Lieu de naissance :

Département ou pays :

Si vous êtes né à l'étranger, rajouter l'identité complète de vos père et mère

Nom du père :

Prénoms du père :

Nom de la mère :

Prénoms de la mère :

Nationalité :

> Joindre la copie de la carte nationale d'identité ou du passeport et, le cas échéant, du titre de séjour

Domicile personnel :

Numéro de téléphone fixe :

Numéro de téléphone portable :

Adresse e-mail :

site internet, le cas échéant :

Mode d'exercice :

- exercice libéral : (numéro de SIRET)
- salarié de la personne morale : (numéro de SIRET)
- dirigeant de la personne morale : (numéro de SIRET)

Assurance responsabilité civile souscrite pour l'activité de médiateur :

- nom de l'assureur :
- numéro de la police :

Adhérent des organismes/associations de médiation suivants :

(ne pas compléter cette rubrique si votre candidature est présentée par une association ou un centre de médiation)

-

-

RENSEIGNEMENTS PERSONNELS QUI FIGURERONT SUR LA LISTE DES MEDIATEURS: merci d'indiquer tous les renseignements personnels **que vous souhaitez voir apparaître** sur la liste (adresse, adresse mail, téléphone...)

Nom + Prénom :

Adresse :

Numéro(s) de téléphone :

Adresse mail :

IV - FORMATION GÉNÉRALE ET EXPÉRIENCE PROFESSIONNELLE

- > *Joindre un curriculum vitae précisant l'exercice présent ou passé d'une activité conférant la qualification requise eu égard à la nature du litige conformément à l'article 131-5 du Code de procédure civile*

V - ACTIVITÉ(S) PROFESSIONNELLE(S) ACTUELLE(S)

-
-
-

VI - LANGUES ÉTRANGÈRES PARLÉES ET/OU LANGUE DES SIGNES

-
-

VII - FORMATION À LA MÉDIATION

- Formation initiale et diplôme(s) obtenu(s) :
- Modules de formation continue suivis :
- Ateliers d'échanges ou d'analyse de pratique et supervision:

- > *Joindre une copie du diplôme de médiateur, ou de l'attestation de formation*
- > *Joindre les justificatifs des formations continues suivies au cours des trois dernières années*
- > *Joindre le cas échéant les justificatifs des ateliers d'échanges ou d'analyse de pratique et supervision au cours des trois dernières années*

VIII - PRATIQUE DE LA MÉDIATION

Nombre de médiations conventionnelles réalisées au cours des trois dernières années

-

Dans quels domaines ?

civil social commercial familial

Nombre de médiations judiciaires réalisées au cours des trois dernières années

-

Dans quels domaines ?

civil social commercial familial

> Citer le nom des juridictions, des magistrats vous ayant désigné(e) et dans la mesure du possible le nom d'une des parties et/ou le numéro de RG dans la limite de 10 médiations au cours des 3 dernières années .•

- exemple .• TJ de Paris/ M. JUGE/ M. MEDIÉ / 15/66666

-

-

-

-

-

-

-

-

-

-

IX - MENTIONS A PRECISER SUR LA LISTE

Quelles mentions souhaiteriez-vous voir figurer sur la liste des médiateurs dans les champs "diplôme ou formation", "activité principale" et "domaines d'intervention" ? Les souhaits formulés ne seront retenus que dans la limite du nombre de signes qui sera dédié à chacun de ces champs et sous réserve des arbitrages à venir sur leur contenu ; par précaution, il vous est proposé de mettre au maximum une dizaine de mentions.

"diplôme ou formation" :

"activité principale" :

"domaines d'intervention" :

Je déclare solliciter mon inscription sur la liste de médiateurs de la cour d'appel de Paris et prendre connaissance des dispositions de l'article 2 du décret n° 2017-1457 relatif à la liste des médiateurs auprès de la cour d'appel aux termes desquelles :

« Une personne physique ne peut être inscrite sur la liste des médiateurs près la cour d'appel que si elle réunit, indépendamment de celles requises par des dispositions propres à certains domaines particuliers et de celles spécialement prévues à l'article 131-5 du code de procédure civile pour l'exécution d'une mesure de médiation, les conditions suivantes :

1° Ne pas avoir fait l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnées sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire ,•

2° Ne pas avoir été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes moeurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation ,•

3° Justifier d'une formation ou d'une expérience attestant l'aptitude à la pratique de la médiation. »

Je certifie sur l'honneur l'exactitude de l'ensemble des renseignements mentionnés ci-dessus ainsi que de n'avoir pas été l'objet d'une condamnation, d'une incapacité ou d'une déchéance mentionnées sur le bulletin n° 2 du casier judiciaire, de n'avoir pas été l'auteur de faits contraires à l'honneur, à la probité et aux bonnes mœurs ayant donné lieu à une sanction disciplinaire ou administrative de destitution, radiation, révocation, de retrait d'agrément ou d'autorisation.

Je m'engage à renouveler mon assurance pendant toute la durée de mon inscription sur la liste de la cour d'appel de Paris.

Fait à

le